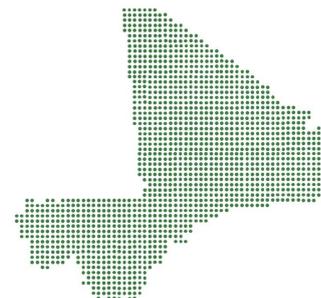


NOTE DE PLAIDOYER EN FAVEUR D'UNE RÉPONSE COORDONNÉE ET MISE À L'ECHELLE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LE CADRE DU COVID-19 AU MALI



L'urgence sanitaire ne doit pas faire oublier que l'impact du COVID-19 est aussi socio-économique et va aggraver la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population malienne déjà extrêmement vulnérable face à de multiples chocs.



©WFP/Benoît Lognoné

En 2020, une détérioration encore plus forte qu'anticipée de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui s'explique en partie par une dégradation rapide et continue de la situation sécuritaire dans le centre et le nord induisant des mouvements de populations.

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali n'a plus un caractère saisonnier et affecte une partie de la population toute l'année : les besoins n'ont jamais été aussi élevés depuis 2014.

Les estimations du Cadre Harmonisé de mars 2020 (pré-COVID) ont anticipé que les besoins devraient atteindre 5 millions de personnes pendant la période de soudure 2020 (juin-août) dont plus de 1.3 million en insécurité alimentaire sévère **soit une augmentation de 107% par rapport à la période de soudure 2019**¹. La situation nutritionnelle demeure particulièrement préoccupante dans les régions du centre et du nord avec des **prévalences de malnutrition aiguë globale dépassant ou frisant le seuil d'alerte de 10%** et parfois dépassant le seuil d'urgence de 15% dans le cas de Ménaka.

L'intensification des conflits et des tensions communautaires et leur impact sur les communautés reste le principal moteur de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions du nord et du centre du Mali. Le nombre d'incidents de sécurité répertoriés au Mali est actuellement à un niveau extrêmement élevé. Cela a entraîné des mouvements importants de population ; **le nombre de personnes déplacées internes (PDI) s'élevant désormais à 250,000**². Par ailleurs, la dégradation de la situation sécuritaire au Niger et Burkina Faso voisins constitue également un facteur d'aggravation du contexte humanitaire au Mali, avec pour corollaire des mouvements mixtes de populations le long des frontières avec une intensification des problèmes de protection dans la région du Liptako Gourma.

Les communautés résidentes sont affectées par le conflit et les déplacements. Ainsi, une analyse par imagerie satellitaire effectuée par le PAM et le cluster sécurité alimentaire a montré **une diminution des surfaces cultivées de 25% en 2019 comparée à la situation en 2017**. L'insécurité entraîne une **détérioration importante des moyens d'existence** en raison de l'accès difficile au marché et au champ ou de l'augmentation des extorsions sur les axes routiers, les vols de bétail, le pillage ou l'incendie des greniers et des récoltes ainsi que les taxes illégales imposées par les groupes armés, **et de l'accès limité aux services de base**, y compris l'eau, l'hygiène et l'assainissement et les services de santé, ce qui augmente le risque de malnutrition.

À cette situation déjà alarmante, s'ajoutent les effets attendus du COVID-19, au niveau sanitaire, mais surtout dans leur dimension socio-économique.

Le COVID-19 risque de renforcer encore plus l'insécurité alimentaire, à cause de :

- ▶ La baisse de l'activité économique : Selon les prévisions du Gouvernement et de la Banque Mondiale, le COVID-19 aura un impact significatif sur le taux de croissance de l'économie malienne qui chuterait de 5% (projection initiale) à 0,9%³ ;
- ▶ La baisse des transferts monétaires issus de la migration de 20% à 30% de l'Europe vers l'Afrique selon la Banque Mondiale. L'économie malienne dépend à 6% des transferts de la diaspora en 2018 ;
- ▶ La demande intérieure faible ;
- ▶ La perturbation des approvisionnements des marchés en denrées alimentaires domestiques et importées ;
- ▶ La baisse des forces productives à cause du nombre grandissant des cas de contagion parmi la population productives.

Le risque d'une spirale négative sécurité alimentaire-nutrition-protection accentuée par le COVID-19.

L'augmentation de l'insécurité alimentaire entraîne une précarisation économique et nutritionnelle accrue, et l'adoption de choix et de comportements à risque (ex : réduction de la consommation de nourriture, réduction de la surface à cultiver, réduction des achats d'intrants), tous ayant un effet négatif sur l'environnement de protection. Les mesures de prévention et de lutte contre le COVID-19 ont, par ailleurs, inévitablement eu un fort impact sur le plan social et économique. Avec l'exacerbation des vulnérabilités économiques des ménages, les risques de recours à des stratégies d'adaptation négatives augmentent. Cela inclut les risques d'abus et d'exploitation sexuels notamment sur les femmes et les enfants, le recours à la prostitution, le recrutement d'enfants et de jeunes dans les groupes armés, les mariages forcés et précoces, les séparations familiales, et la migration à risque (trafic humain). En outre, les conditions socio-économiques précaires augmentent le niveau de stress des familles, exposant les adultes et les enfants à des risques accrus de violence domestique, d'abus ou de négligence, et ce particulièrement envers les personnes les plus vulnérables (ex : personnes âgées, personnes ayant des besoins spécifiques). Par conséquent, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle peut entraîner une spirale d'atteintes à la dignité et l'intégrité, exacerbée dans un contexte de pandémie du COVID-19.

Voir Cluster Protection, Note de protection Les implications de protection sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, Avril 2020 et Cluster Protection, Stratégie COVID-19 et Protection, Mars 2020.

¹ Graphique Evolution des résultats du CH au Mali 2013-2020

² DNDI/OIM, Rapport mensuel de la Commission Mouvement de Population, 30 avril 2020

³ FMI, Staff Report May 2020 <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/05/07/Mali-Requests-for-Disbursement-Under-the-Rapid-Credit-Facility-and-Republishing-of-Access-Under-49399>

En conséquence, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sévère au Mali selon les estimations effectuées par le bureau régional du PAM pourrait concerner entre 2 et 2.7 millions de personnes pendant la période de soudure (juin à août) à cause de la COVID-19 associée à d'autres chocs (conflit, sécheresse), soit 700 000 personnes de plus par rapport à 1.4 million initialement prévu. Les facteurs susmentionnés amènent le cluster sécurité alimentaire à réviser sa cible globale de planification pour la réponse à la soudure de 1,8 million à 2,4 millions et de 1,1 million à 1,6 million pour l'assistance alimentaire d'urgence.

Cependant, les planifications des acteurs humanitaires ne suivent pas cette tendance. À peine 50% des besoins en assistance alimentaire et 20% des besoins en appui aux moyens d'existence ont été planifiés par ces acteurs faute de ressources financières suffisantes. Si aucune action n'est faite pour combler ces gaps de financement, le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère risquerait d'augmenter drastiquement d'ici la fin de l'année.

Au niveau nutritionnel, outre la dégradation de la situation de sécurité alimentaire, le COVID-19 exacerbe les vulnérabilités par :

- ▶ La détérioration des pratiques de soins (voir encadré), en raison de l'indisponibilité des mères/pourvoyeurs de soins - mise en quarantaine, décès, ou ayant moins de temps à consacrer aux enfants en raison de stratégies d'adaptation négatives ;

- ▶ La détérioration de la capacité d'accueil des structures de santé (par la priorité donnée aux patients COVID, la moindre capacité d'accueil due aux gestes barrières, l'absentéisme de personnels touchés par la maladie) ; et de la demande de soin en raison de la paupérisation de la population et des rumeurs sur le COVID.

Les premiers résultats du mVAM montrent que 37% des ménages qui ont eu des difficultés à accéder aux soins de santé en avril 2020, majoritairement en raison du manque d'argent. Au 24 mai, 58 cas d'infection de personnel de santé avaient déjà été recensés. Parmi ceux-ci, 4 sont décédés.

Cette détérioration du système de santé entraîne à la fois l'augmentation des morbidités conduisant à la dénutrition, et une difficulté à prendre en charge les cas supplémentaires attendus de malnutrition aigüe.

L'ensemble de ces facteurs négatifs a conduit le cluster nutrition à réviser ses cibles pour 2020, passant de 166.000 à 188.000 le nombre d'enfants ciblés pour la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère et de 188.000 à 229.000 ceux pris en charge pour la malnutrition aigüe modérée.

Une première estimation des coûts additionnels d'adaptation au COVID-19 et de couverture de ces cibles montre un coût de 9 millions de dollars supplémentaires, pour un total de 65 millions de dollars. À la fin du mois de mai, d'après les données fournies au cluster par ses partenaires, seules 30% des ressources nécessaires ont été mobilisées.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉPONSE IMMÉDIATE ET CONCERTÉE DES ACTEURS

Les programmes et plans de réponse humanitaire 2020 sont en train d'être revus pour intégrer ces éléments, les besoins étant exacerbés par cette crise sanitaire. Maintenir une réponse aux besoins humanitaires reste la première priorité. Dans un contexte de pression sur les ressources nationales et internationales, cette réponse doit être mieux coordonnée et intégrée pour être plus efficace.

En matière de coordination, de programmation et de suivi :

- ▶ Renforcer la coordination conjointe de la réponse alimentaire et nutritionnelle d'urgence et des filets sociaux, activer le Comité de Suivi du Plan National de Réponse et intégrer les besoins nutritionnels et les réponses spécifiques dans le plan national de réponse et dans le plan de réponse aux impacts socio-sanitaires du COVID-19 (État, partenaires, UN).
- ▶ Réduire les risques d'exposition des populations au COVID-19 lors des enquêtes auprès des populations (SMART, ENSAN) en utilisant des méthodes d'analyse croisée basées sur les données indirectes ou collectées à distance (État, partenaires).
- ▶ S'assurer de la continuité de l'aide alimentaire et nutritionnelle humanitaire évitant une réorientation des fonds humanitaires vers la réponse à la crise sanitaire.



En matière de stratégie opérationnelle :

- ▶ Augmenter les **distributions alimentaires pour 1,6 million de personnes** du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) et des partenaires humanitaires, en assurant des critères de ciblage harmonisés à travers le Système de Registre Unifié.
- ▶ Augmenter l'appui à la production alimentaire à forte valeur nutritionnelle et protéger les moyens d'existences et renforcer la résilience pour 2,4 millions de personnes en complément de l'assistance alimentaire pendant la période de COVID-19 et aussi dans celle d'après, pour soutenir la relance.
- ▶ Adapter l'assistance nutritionnelle d'urgence au COVID et renforcer le soutien au système de santé national afin d'assurer la continuité des interventions de prévention et de traitement de la malnutrition aiguë chez les mères et les enfants de moins de 5 ans (Etat, PTF).

Limitier les conséquences des blocages liés aux restrictions de circulation et anticiper le **pré positionnement d'intrants nutritionnels** à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, depuis les commandes internationales jusqu'au niveau communautaire.

Afin de limiter la détérioration de la situation nutritionnelle : adapter et financer les approches de **prévention de la malnutrition aiguë** (supplémentation nutritionnelle et en micronutriments, couplée à la sensibilisation sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant) : adapter les protocoles pour leur continuité en

respectant les gestes barrières.

Pour pallier l'éventuelle défaillance du système de santé : accélérer la mise à l'échelle les **approches communautaires** de prise en charge de la malnutrition aiguë, modérée et sévère, assurant également le référencement des cas de protection vers les structures appropriées.

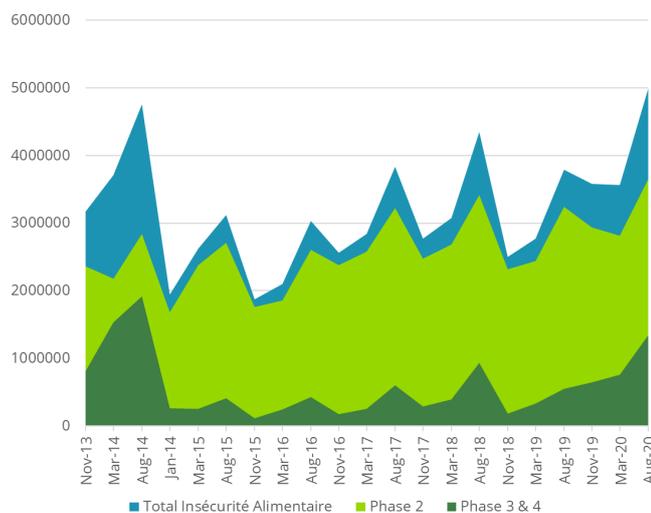
- ▶ Assurer une **réponse intégrée, complémentaire et coordonnée** en veillant à ce que les risques de protection existants soient atténués et que ceux additionnels soient prévenus.

En matière de financement :

- ▶ Libérer d'urgence les financements nécessaires pour la mise en œuvre de ce qui est déjà programmé- sur 168 millions de dollars américains, à peine 25%⁴ ont été mobilisés pour la sécurité alimentaire ;
- ▶ Autoriser une plus grande flexibilité pour l'utilisation des fonds ainsi que l'allègement des procédures ;
- ▶ Mobiliser rapidement des fonds additionnels conséquents d'urgence, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de renforcement de la résilience et de la protection sociale au niveau national et international.

GRAPHIQUES & FIGURES

RÉSULTATS DU CADRE HARMONISÉ AU MALI 2013-2020



TENDANCE DE LA MALNUTRITION AIGUË AU MALI ENTRE 2011 et 2019, SMART



⁴ <https://fts.unocha.org/countries>

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

Cluster Sécurité Alimentaire | info.mali@fscluster.org
 Cluster Nutrition | nutritioncluster mali@gmail.com
 Cluster Protection | milibacpm@unhcr.org

AVEC LE SOUTIEN DE :

